

toujours ce qu'il a fait au cours des deux ou trois dernières années; il prétend toujours qu'on va accomplir quelque chose pour le Canada, afin de nous remettre en équilibre.

Cela résume à peu près complètement les notes hâtives que j'ai prises pendant que les honorables députés de la F. C. C. parlaient. Je ne savais pas plus que le premier ministre que cette question serait soulevée cet après-midi. Parlant de la demande faite par l'honorable député de Bow-River (M. Garland) à l'effet de faire exproprier l'entreprise de Beauharnois par le Gouvernement, je désire complimenter le secrétaire d'Etat sur sa réponse de l'an dernier à l'honorable député de Winnipeg-Centre-Nord (M. Woodsworth) qui a demandé au Gouvernement de saisir—de saisir, vous comprenez bien—cette propriété de Beauharnois puis de mettre la question devant les tribunaux et de la présenter au Conseil privé pour obtenir une opinion. Le secrétaire d'Etat s'est levé et a dit qu'il ne voyait aucune différence entre cet acte et tout autre acte de banditisme. Il s'est basé sur le fait que le Gouvernement n'avait aucune raison légitime de commettre un acte de spoliation et de banditisme pour en faire une question à soumettre au Conseil privé. De plus, notre Cour suprême, en autant qu'elle a été saisie de la question, s'est montrée disposée à convenir que la force motrice et l'eau appartenaient à la province de Québec. Ne faites pas erreur sur ce point. Personne n'a discuté cette manière de voir devant les tribunaux et il est peu probable que personne ne le fasse. C'était aussi la manière de voir, a-t-on dit, du premier ministre actuel qui croyait que l'eau et la force motrice étaient la propriété de la province de Québec. Après avoir prêché à tort, pendant un an, que cette force motrice appartenait au peuple du Canada, quel besoin ont les honorables députés de l'extrême gauche de venir dire que nous devrions exproprier une chose qui nous appartient déjà? Cela indique bien leur hypocrisie, leur duplicité et leurs tromperies, quand ils tentent de tromper et d'exploiter le peuple. Ils sont à court de munitions de guerre. Ils défilent par tout le pays, mais ne reçoivent pas la réponse qu'ils escomptaient. Ils préparèrent un nouveau philtre. Ils se montrent très fiers et ils sont les seuls, à leur idée, à défendre en public les droits indéniables du peuple canadien. Ils sont à court de munitions et ils veulent faire mousser de nouveau l'affaire de Beauharnois. C'est ce qu'ils tentent et je désire élever la voix, même si je ne devais jamais dire un autre mot au Parlement, pour protester contre ce genre de duplicité et de tromperie de la part des honorables députés qui prétendent, sans pouvoir

le justifier, être meilleurs que les autres. A mon sens, ils sont au contraire bien pires.

Cependant, je désire faire quelques exceptions à ce sujet. J'ai toujours cru que ces paroles ne pouvaient s'appliquer à deux ou trois des députés de l'extrême gauche. Les honorables députés de ce coin se sont plaints que le Gouvernement avait donné des garanties pour sauver le projet de la ruine. Que serait-il arrivé s'il ne l'avait pas fait? Je ne veux pas qu'on pense que je prends fait et cause pour le Gouvernement,—Dieu veuille que personne ne le fasse,—mais que serait devenu de projet? Les honorables députés de l'extrême gauche ont tant poussé les hauts cris que vous ne pourriez vendre une obligation de la Beauharnois, même en la donnant. Le projet devait succomber et devenir inutile, ou le Gouvernement devait s'en occuper.

Je n'aime pas à penser que je dis quelque chose qui plaît à l'honorable ministre du Revenu national (M. Ryckman), mais je dois être juste.

L'hon. M. RYCKMAN: Je ne veux pas vous interrompre.

L'hon. M. MOTHERWELL: Je dois exposer les faits. C'est pour cette raison que je désire indiquer que le Gouvernement ne pouvait agir autrement qu'il ne l'a fait. Et s'il en résulte une perte pour le Canada, ce sont les membres du groupe de l'extrême gauche qui en seront grandement responsables.

L'hon. ERNEST LAPOINTE (Québec-Est): Monsieur l'Orateur, tout comme l'honorable député de Melville (M. Motherwell) je n'ai pas été invité à prendre la parole ni par le Gouvernement, ni par ceux qui ont précipité ce débat. Comme mon honorable ami également, je trouve intéressant de relire à la lumière des faits récents les déclarations et les allégations que le très honorable chef du Gouvernement (M. Bennett) et ses associés ont faites à différentes reprises. Cependant, je ne les relèverai pas pour le moment. Je n'exprimerai pas non plus d'opinion sur le choix des financiers à qui il faudrait confier le projet de la Beauharnois dans la période difficile qu'il traverse. Je ne pense pas que nous soyons un tribunal autorisé à se prononcer sur cette question, tant que l'on n'en sera pas venu à une décision.

Je prends la parole pour répondre à une ou deux allusions que les honorables députés de Bow-River (M. Garland) et de Winnipeg-Centre-Nord (M. Woodsworth), ainsi que l'honorable député d'Acadia (M. Gardiner), bien qu'à un moindre degré, se sont permises à certains égards. Ils ont parlé des avantages de la nationalisation des services d'utilité pu-